

Chevènement : de bons diagnostics, mais quelles réponses ?

Sur la couverture, une belle Marianne au bonnet phrygien, on devine dans le bleu blanc rouge une référence, sans honte, aux couleurs de notre pays. En y regardant de plus près, le beau visage de cette Marianne-là est fissuré du bonnet à la base du cou : brisure, image d'une souffrance. Comme bien des Français, Chevènement refuse que la France devienne une toute petite chose sans grandeur et sans âme. Il nous invite donc dès le départ à réinventer un avenir pour notre peuple, mais, avant tout, ce peuple doit comprendre les choix et les erreurs de la vie politique passée et c'est à cela qu'il s'attèle dans cet ouvrage « consistant » de 300 pages(1).

Chevènement questionne : « Comment la gauche française a-t-elle pu passer du « programme commun » au libéralisme, ou, si l'on préfère, au social libéralisme, entraînant derrière elle une droite trop heureuse de pouvoir épouser la mondialisation financière et célébrer en toute quiétude, après la parenthèse du gaullisme ses retrouvailles avec l'argent ? ». Il se lance alors dans une charge au vitriol contre Mitterrand. Mitterrand qui confondait nation et nationalisme a fait ce que Chevènement baptise : « le pari pascalien de Mitterrand sur l'Europe ». Pour Mitterrand « l'au-delà », était l'Europe qu'il fallait bâtir à tout prix, et qu'on a bâti en bradant la France. Il pensait qu'en construisant l'Europe on assurerait la paix pour les générations futures et que si l'Europe n'était pas sociale au départ, elle le deviendrait. Pari risqué, pari perdu pourrait-on dire aujourd'hui !

Le franc fort, l'acte unique, l'idée abominable de la concurrence pour tout et partout ont conduit au pire. Mitterrand n'a résisté ni Thatcher, ni à Reagan, ni à l'Allemagne et foncé, tête baissée dans la politique de l'euro

fort, en fait un « mark bis », qui a fait notre malheur et celui de toutes les économies européennes. Le mécanisme des pouvoirs européens a délesté tous les politiques de pouvoir de régulation. Plutôt que d'affirmer abruptement, comme un J-L Mélenchon (2) : « Il n'existe pas un seul exemple d'un mieux social quelconque qui soit venu de l'Europe en France. Pas un ! », Chevènement, pose les questions : « Pourquoi la France qui en 1981 produisait l'électricité la moins chère d'Europe, et commençait à en exporter dans les autres pays européens, doit trente ans plus tard en importer ? Pourquoi avec cette électricité bon marché nous dussions délocaliser notre industrie de l'aluminium, puis brader la vente de Pechiney au consortium nord américain Alcan » (la France a perdu la moitié de ses emplois industriels).

Lui, Chevènement, avait milité pour une « autre politique » mais a échoué à convaincre Mitterrand et les socialistes de la justesse de ses préconisations. Pour assurer sa ré-élection, Mitterrand a préféré l'ouverture vers les centristes. Plus grave encore, Chevènement va même jusqu'à émettre l'idée que : « Chirac n'aurait pas osé aller aussi loin dans la voie de la déréglementation financière et dans la soumission au principe de concurrence ». Les choix français et surtout européens « n'ont pas fait le bonheur des peuples mais celui des multinationales et des couches sociales les plus favorisées, celles qui ont des actifs financiers...cet intérêt de classe entrant en contradiction avec celui des classes populaires ». « La gauche a laissé tomber les classes populaires. Jospin le paiera en 2002 en ne récoltant que 11% des votes des ouvriers », constate Chevènement. Craint-il encore ce score pour le PS en 2012 ?

A la fin de ces 180 pages de mise au pilori de la gauche on a envie de demander : « Et alors maintenant qu'est ce qu'on fait ? ». Y a-t-il une quelconque possibilité de redresser la barre, d'effacer ces années d'erreurs, de choix, peut-on amoindrir cette tempête dans laquelle chacun sent bien qu'il est entraîné, surtout les jeunes, sans savoir à quoi s'accrocher pour modifier cette descente collective aux enfers

? Comment et avec qui ?

Si Jean-Pierre Mélenchon avec la bravoure qui le caractérise résout le problème en affirmant votez pour moi, je sais où est l'argent : « De l'argent il y en a beaucoup et il est à nous. Nous allons le reprendre, et nous n'avons pas peur ! ». Chevènement est beaucoup plus prudent et a conscience de la complexité des choses.

Autant la charge contre la gauche était claire, argumentée et compréhensible, autant les choix futurs sont alambiqués et on sent qu'il tourne en rond. Chevènement ne voit le redressement possible que par un arrimage fort à l'Allemagne et à l'Europe. L'Europe qu'il accusait de tous les maux ? Non, ce qu'il souhaite c'est que les nations européennes et leurs responsables politiques se réapproprient les choix et décisions confisqués par Bruxelles, pour cela il ne veut pas « plus d'Europe », mais « une autre Europe » mais il s'applique à démontrer que rien ne pourra se faire sans la grande puissante allemande, il pose la question : « Voulons-nous, ensemble, donner sens à l'Europe, l'aider à trouver un cap ? ». Il ne sait pas si l'Allemagne, le seul pays fort de l'Europe cédera à l'illusion du « cavalier seul », si une éventuelle venue au pouvoir (en 2013 ou plus tard ?) du SPD de Sigmar Gabriel, allié à Die Linke et aux verts, pourrait rapprocher l'Allemagne de la France. Alors, pense-t-il, un chemin serait possible avec des objectifs communs :

- Prise en charge politique, avec tous ceux qui le voudraient, de l'héritage des Lumières dans le monde du XXI^e siècle.
- un modèle social préservé
- une défense autonome
- une alliance sans subordination avec les Etats-Unis
- une main tendue à la Russie pour construire une « République européenne des peuples »
- un co-développement organisé avec la méditerranée et l'Afrique
- une régulation économique mondiale tendant à instaurer une concurrence équitable entre pays émergents et vieux pays industrialisés soucieux de préserver leur modèle social.

On sent bien ce que cette notion d'un arrimage à l'Allemagne a d'aléatoire et de contraignant Et si l'Allemagne ne veut pas ? On connaît par exemple l'opposition de A Merkel au projet Euro-Méditerranéen, (Chevènement, comme Sarkozy, voit notre avenir dans ce projet !). Les Allemands, eux, s'ouvrent vers l'est, pays avec lesquels, leurs échanges économiques sont florissants. On sent bien que sa théorie nous met sous tutelle des décisions allemandes. Mais, en 2012, pour changer les choses, c'est à la France que nos responsables politiques devront réfléchir, quels que soient les choix allemands ! Si les Allemands et plus largement les Européens n'étaient pas d'accord avec le virage à 180 degrés que Chevènement veut pour l'Europe, sera-t-il possible d'agir quand même, comment et avec qui ?

Si Chevènement met un espoir dans les rapprochements qui pourraient s'effectuer en Allemagne entre les verts et de la gauche allemande, il voit ce rapprochement tout à fait néfaste en France et explique : « La pression que les Verts exercent sur le parti socialiste déjà excessivement sensible à leurs thèses risque d'incapaciter un gouvernement qui naîtrait de leur alliance et dépendrait, au parlement, des voix d'Europe-Ecologie- les Verts » Il insiste sur la différence des philosophies : « l'un croit au progrès, l'autre aux dégâts, l'un veut la croissance, l'autre la décroissance avec, prédit Chevènement, la récession à la clé. Ce qui les réunit c'est : « une Europe mythique dont le corollaire est le rejet plus ou moins ouvert de la nation. Franc chez Cohn- Bendit, ce rejet est plus ou moins dissimulé chez la plupart des dirigeants socialistes ». Là on ne comprend plus très bien, l'union gauche-vert peut-elle être un espoir en Allemagne et une calamité en France ? On nage en pleine contradiction ! Faut-il ne rien attendre de la gauche ? Et à droite ? « Avec La droite post-gaulliste- pour ne pas dire antigauilliste- nous ne sommes pas logés à meilleure enseigne » dit-il. Le raisonnement s'embrouille, alors où est la voie d'où vient l'espoir Jean-Pierre ? Encore il va tourner et retourner dans son discours sur l'Europe.... ! Il fait en fin de volume un historique du

socialisme mais constate qu'il y a aujourd'hui une incapacité des gens se réclamant de ce courant : « à imposer dans les institutions européennes et encore plus mondiales (OMC, FMI) un compromis social aux forces du capital ». Fiasco complet donc !

Réunir les républicains et poser les assises de la nation républicaine sont les dernières pensées de ce gros pavé de 300 pages. J-P Chevènement se voit-il incarnant de nouveau cette mouvance et repartir au feu en 2012 ? A-t-il écrit ce livre pour préparer son retour ?

Il fera grincer des dents Chevènement en parlant de l'amour de la patrie, du civisme, des valeurs à transmettre au travers de l'école, l'amour du travail bien fait, le respect de la connaissance, la « bonne éducation ». Pour le plus concret il envisage de rétablir un service national, rétablir aussi les IPES pour encourager tous les jeunes à la promotion sociale par voie de concours. Re-industrialiser la France c'est son vœu le plus cher, pour cela il propose.

- Un grand ministère de l'industrie
- Des grands projets, si possible avec nos partenaires européens
- Le soutien massif aux PMI
- Réforme de la politique de concurrence à Bruxelles
- Orientation de l'épargne vers l'investissement en France, création d'un livret d'épargne industrie
- Promotion dans la jeunesse de la culture scientifique et technique, redonner des moyens à l'école, augmenter le nombre d'ingénieurs.

Il rappelle qu'en 2002 : « il avait voulu soustraire aux affrontements droite/gauche la question de la sécurité ou celle de l'immigration ou encore celle de l'école ». Il n'aborde pas ce sujet sauf pour avancer l'idée qu'en rétablissant l'enseignement de la morale à l'école et l'éducation à la laïcité on facilitera l'intégration des jeunes de banlieues. Il reste sur l'idée que l'intégration est ce qu'il y a de mieux, mais a-t-il réalisé qu'entre 2002 et 2012 des tensions terribles se sont ouvertes en France, que «

ses sauvagesons » d'hier sont plus difficiles à maîtriser aujourd'hui. Que des forces leur commandent de ne pas s'intégrer, que des familles migrantes sont dans un refus culturel d'intégration, revendiquant avec forces d'autres racines d'autres cultures et voulant les opposer ou tout au moins les juxtaposer à celles de notre République à laquelle Chevènement est, n'en doutons pas, très attaché.

Il semble que s'il a parfaitement compris le désastre économique il n'ait pas mesuré la brèche culturelle qui s'est ouverte en France après 2002. S'il veut voir d'un œil optimiste le devenir de notre société multiculturelle il devrait comprendre qu'elle sera obligatoirement bien différente de la République des lumières, à laquelle il fait si souvent référence, puisque des revendications communautaires, contraires à ces idées, veulent s'imposer. Sans doute est-il un incroyable optimiste mais il manque totalement de lucidité sur ce point. Comment peut-il, lui qui martèle la perte catastrophique des emplois depuis 30 ans et le drame des délocalisations occulter les conséquences des flux migratoires sur ces données essentielles ? A-t-il, comme François Bayrou (3), peur d'aller sur ce terrain là, sujet tabou pour lui aussi ?

Il ose parler de l'islam, mais pas de l'islam en France. Quand il analyse le monde musulman et dit : « l'islam radical propose aux musulmans du monde la reconstruction d'une communauté transnationale par-delà les frontières d'Etats considérés comme impies. » n'est-il présomptueux de sa part d'affirmer ensuite : « Cette prétention dangereuse, génératrice de violences sans fin, n'a évidemment aucun avenir ». Qu'en sait-il ? Pensée de devin dangereuse ! L'intégrisme se propage partout dans le monde, en France et en Europe. On voit bien que les peuples en mouvement vers la liberté au Maghreb risquent d'en être un jour les otages. Après leurs tristes méfaits en Algérie, les frères musulmans pointent leur nez en Egypte et inquiètent les politiques de tous bords. Chevènement ne peut ignorer que ces islamistes ont déjà réussi dans plusieurs endroits du monde et même brillamment en Iran.

A la fin du livre on ne se sent pas vraiment convaincu, à qui ferait-il appel pour construire ce melting-pot républicain afin de promouvoir l'héritage des lumières dans notre monde du XXI ème siècle ? Au citoyen lambda sous ses couleurs ? Il ne le dit pas. Il peut affirmer avec conviction: « Il n'y a pas d'avenir pour la France en dehors de la ré-appropriation de son destin par la jeunesse », comment les choses peuvent-elles vraiment changer quand nos assemblées représentatives vieillissantes écartent les jeunes : Sur 331 sénateurs, 298 ont plus de cinquante ans, 4 plus de 80 ans, sur 587 députés 418 ont plus de 50 ans dont 12 plus de 70 ans ?

Chantal Crabère

(1) La France est-elle finie ? Jean-Pierre Chevènement Editions fayard

(2) Qu'ils s'en aillent tous ! Vite la révolution citoyenne de Jean-Luc Mélenchon Editions Flammarion.

(3) Dans son livre « Abus de pouvoir » Editions, Plon, François Bayrou avait fait une très fine analyse des problèmes liés à l'immigration, mais le pays analysé était les USA !